



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 24 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS SECA

Chemin de la Carrière
73100 Grésy-Sur-Aix

Références : 20250123_RAP_InspSECA_nord_Complet-vf.odt

Code AIOT : 0006101565

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2025 dans l'établissement SAS SECA implanté LES TEPPES (NORD) 73100 Grésy-sur-Aix. L'inspection a été annoncée le 09/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SECA
- LES TEPPES (NORD) 73100 Grésy-sur-Aix
- Code AIOT : 0006101565
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 6 juillet 2016, la SAS SECA a été autorisée à exploiter sur la commune de Grésy-sur-Aix, une carrière de granulats calcaire et de pierres de taille pour une durée de 30 ans. La production annuelle moyenne autorisée est de 35 000 tonnes et 75 000 tonnes pour la production annuelle maximale. Dans le cadre du remblaiement, le volume de matériaux inertes provenant de l'extérieur et nécessaire à la remise en état est estimé à 702 000 m³. L'arrêté préfectoral prévoit que ce volume peut évoluer à la baisse ou à la hausse selon les besoins.

Thèmes de l'inspection :

- Dispositions applicables aux opérations de remise en état par remblaiement de la carrière
- AR – 4 (action régionale n°4) : Stabilité des terrains

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 7.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Traçabilité des TEX et sédiments – Déclaration au registre national RNDTS	Autre du 28/12/2020, article R. 543-43-1.-II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositions particulières de remise en état	Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 17.1	Sans objet
3	Dispositions particulières de remise en état	Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 17.5	Sans objet
5	Traçabilité des TEX Caractère approprié des filières de valorisation	Autre du 17/12/2010, article L 541-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de vérifier auprès de l'exploitant le respect des dispositions particulières d'exploitation notamment en ce qui concerne le suivi de la stabilité des terrains que ce soit vis-à-vis des fronts d'exploitation ou des modalités de remblaiement.

L'inspection a permis de faire un point avec l'exploitant sur l'avancement du remplissage de l'installation et la bonne mise en œuvre des dispositions particulières applicables aux opérations de remise en état par remblaiement de la carrière.

Pour autant, le contrôle a posteriori (par téléphone) de la mise en œuvre des modalités de traçabilité des volumes de déchets admis dans l'installation au travers du nouveau Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments (RNDTS) a démontré la nécessité pour l'exploitant de s'engager de manière rapide dans la démarche de télédéclaration introduite par le décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions particulières d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité des terrains
Prescription contrôlée : Stabilité des fronts de taille : La carrière est exploitée en suivant les recommandations successives émises par le bureau d'études ANTEA GROUP et notamment selon le rapport ANTEA n°A01214 d'octobre 1994. L'exploitant garde la possibilité de poursuivre le suivi du site avec ce bureau d'études ou de choisir s'il le souhaite un autre organisme spécialisé en géotechnique. Afin d'assurer la stabilité de la carrière lors de son exploitation et lors des opérations de remise en état par remblaiement, l'exploitant est tenu de suivre les recommandations complémentaires émises par ANTEA GROUP dans l'étude listée ci-après - ANTEA GROUP - Projet d'extension nord de la carrière - Etude de stabilité - Janvier 2013 - Rapport n°69639/A. L'exploitant doit également poursuivre le suivi des 6 ancres verticales mis en place en 2001 complétés du plot tiranté implanté en 2010 au niveau du front ouest de la carrière pour prévenir une rupture de type « banc sur banc » le long du joint stratigraphique argileux. Ainsi les relevés inclinométriques doivent se poursuivre selon la fréquence préconisée par le bureau d'études. Stabilité des zones faisant l'objet de travaux de remblaiement : Afin d'assurer la stabilité des terrains faisant l'objet de remblaiement, l'exploitant est tenu de suivre les recommandations spécifiques émises dans le rapport ANTEA GROUP intitulé - Projet de remblaiement - Etude de stabilité du futur remblai - Mission géotechnique G5 - Juin 2015 - Rapport n°80293/B. Afin de synthétiser les recommandations nécessaires à la bonne exploitation et la stabilité du site, l'exploitant réalise sous un délai d'un an, un document autoportant reprenant l'ensemble des contraintes et exigences émises jusqu'à présent. Ce document est transmis à l'inspection des installations classées dans le délai imparti et un exemplaire devra être également tenu à la disposition de l'inspection sur le site de la carrière.
Constats : La revue documentaire réalisée lors de la visite d'inspection a permis de contrôler la bonne mise en œuvre des recommandations du bureau d'études ANTEA que ce soit au niveau des fronts d'exploitation ou au niveau des zones de remblaiement. Au niveau des fronts d'exploitation, les inclinomètres font l'objet d'un suivi annuel, la prochaine campagne ayant été planifiée le 27/01/25. Une visite du bureau d'études a été conduite en 2024 préconisant la réalisation de travaux complémentaires. En ce qui concerne le remblaiement, une note technique sur le suivi des instabilités a été commandée par l'exploitant au bureau d'études qui suit la carrière. Un état des lieux permettant d'évaluer les écarts entre les recommandations initiales du bureau d'études et la situation actuelle doit être réalisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dès réception par l'exploitant, le rapport de suivi des inclinomètres devra être transmis au service d'inspection des installations classées. La transmission de ce rapport sera complétée par l'envoi de la note technique réalisée en 2024 par le bureau d'études ANTEA. Par ailleurs, l'état des lieux sur la stabilité et la bonne mise en œuvre du remblai sera transmis une

fois ses conclusions connues par l'exploitant. Dans la mesure où des actions de mise en conformité devaient être conduites, un plan d'actions échéancé des opérations à mener devra accompagner la note technique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Dispositions particulières de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 17.1
Thème(s) : Autre, Estimation des quantités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume de matériaux inertes prévu dans le cadre de la remise en état est de l'ordre de 702 000 m³ sur une durée de 30 ans et pourra évoluer légèrement à la hausse ou à la baisse selon les besoins réels de remise en état. La quantité susceptible d'être admise par période quinquennale est de 117 000 m³ soit environ 23 000 m³/an.</p> <p>La quantité de matériaux inertes admissible annuellement est fixée à 117 000 m³ et ne devra pas dépasser 150 000 m³ sur une période de 5 ans. A défaut, un dossier de demande de modification des conditions de remise en état par remblaiement devra être déposé.</p> <p>Ces opérations de remblaiement avec des matériaux inertes sont considérées comme de la valorisation matière dans le cadre du réaménagement de la carrière.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant déclare avoir accueilli en remblai environ 22 000 m³/an en moyenne entre 2022 (dernière visite du service d'inspection des installations classées en juillet) et fin 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions particulières de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 17.5
Thème(s) : Autre, Registre d'admission
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission.</p> <p>Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présentés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 17.5.7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre est conservé pendant au moins 3 ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Constats :

Les constats réalisés lors de la revue documentaire mettent en évidence la tenue par l'exploitant d'un registre d'admission conforme aux attendus de l'article 17.5.8 de l'AP du 06/07/2016. Les modifications à apporter et explicitées dans les constats formulés lors de la précédente visite d'inspection ont été intégrées dans les documents présentés.

Lors des échanges avec l'exploitant, un rappel est fait quant à la nécessité de vérifier que les déchets acceptés respectent les valeurs limites des paramètres définis à l'article 17.5.4 quand ces derniers n'entrent pas dans les catégories de déchets mentionnés à l'article 17.5.1 (déchets admissibles).

A ce jour l'exploitant a attesté que tous les déchets accueillis sur site étaient conformes à la liste des déchets admissibles définis à l'article 17.5.1.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traçabilité des TEX et sédiments - Déclaration au registre national RNDTS

Référence réglementaire : Autre du 28/12/2020, article R. 543-43-1.-II

Thème(s) : Risques chroniques, TEX – Transmission au RNDTS

Prescription contrôlée :

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

<p>La gestion du registre national des terres excavées et sédiments peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.</p> <p>Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, le service d'inspection des installations classées n'a pas explicitement abordé ce point de contrôle. Pour autant et dans la mesure où des terres excavées sont susceptibles d'être accueillies sur la carrière SECA nord, l'exploitant a été interrogé par téléphone et a posteriori sur la mise en œuvre des actions réglementaires de traçabilité des volumes de déchets admis dans l'installation devant être assurées par l'exploitant au travers notamment du nouveau Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments (RNDTS). L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas encore procédé à la télédéclaration de ses données sur le RNDTS tout en précisant que les registres chronologiques d'admission étaient néanmoins disponibles et tenus à jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dès lors, il est demandé à l'exploitant de justifier sous 2 mois de la bonne mise en œuvre des modalités de traçabilité des déchets inertes sur son site conforme aux attendus réglementaires institués par l'article R. 543-43-1.-II du code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Traçabilité des TEX-Caractère approprié des filières de valorisation

<p>Référence réglementaire : Autre du 17/12/2010, article L 541-2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, TEX – Conformité des exutoires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.-Sont exemptés des obligations prévues aux I et II :</p> <p>1° Les ménages ;</p> <p>2° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les producteurs de terres excavées et sédiments :</p> <p>a) Pour les terres excavées issus d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées inférieur à 500 m³ ;</p>

b) Pour les sédiments excavés issus d'une opération de dragage produisant un volume total de sédiments inférieur à 500 m³.

3° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les personnes valorisant des terres excavées et sédiments lorsque le volume utilisé pour une même opération de valorisation est inférieur à 500 m³.

Constats :

Il est rappelé à l'exploitant les exemptions instituées par l'article L 541-2 notamment en ce qui concerne les terres excavées issues d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées inférieur à 500 m³.

Type de suites proposées : Sans suite